

Il n'en persista pas moins dans une lutte désespérée. D'autres étaient moins énergiques que lui ; à deux heures, un officier lui portait un écrit de Joseph, ainsi conçu :

« Si M. le maréchal duc de Raguse et M. le maréchal duc de Trévise ne peuvent plus tenir, ils sont autorisés à entrer en pourparlers avec le prince de Schwarzenberg et l'empereur de Russie qui sont devant eux. »

Après avoir envoyé cette lettre, le roi Joseph, accompagné du roi Jérôme, était parti pour Blois, abandonnant Paris à sa destinée.

Marmont ne crut pas devoir se servir encore de cette autorisation : jusqu'à quatre heures il maintint l'ennemi avec une incroyable vigueur : ses soldats le secondaient dignement ; déjà cependant il lui devenait impossible d'arrêter plus long-temps les masses profondes qui poussaient sa petite troupe ; il courait risque d'ailleurs d'être débordé sur sa droite et sur sa gauche.

D'un côté, le prince de Wurtemberg s'était emparé du pont de

Charenton ; de l'autre, Blücher s'était établi sur les hauteurs de Montmartre : les boulets commençaient à tomber sur Paris.

Marmont et ses troupes avaient fait des prodiges ; du côté de Mortier, on avait résisté avec non moins de valeur ; sur la chaussée de Vincennes, les élèves de l'école polytechnique tenait en échec une nombreuse colonne de Prussiens ; les alliés avaient perdu quatorze mille hommes. Mais la valeur était impuissante contre le nombre. Toutes les hauteurs de Paris se couvraient de batteries prêtes à foudroyer la ville ; le moment était venu pour Marmont d'user de l'autorisation du lieutenant-général.

Il envoya demander une suspension d'armes ; elle fut accordée pour quatre heures seulement. Il était six heures du soir ; Marmont rentra dans son hôtel, situé rue du Paradis-Poissonnière ; il y trouva rassemblées environ trente personnes, gros banquiers, notables, commerçants et propriétaires.

C'était comme une représentation de cette haute bourgeoisie toujours hostile à Napoléon, toujours plus occupée de ses intérêts personnels que des intérêts nationaux. Tous demandaient hautement une capitulation prompte, immédiate, qui les mit eux et leurs biens hors de danger. Marmont répondit qu'il était sans autorité pour traiter au nom de la capitale. « Je ne suis pas, dit-il, le gouvernement. » C'était vrai ; mais le gouvernement où était-il ? La régence était éloignée, le lieutenant-général courait la poste, le sénat était muet. On insista ; plusieurs des interlocuteurs assurèrent que l'opinion des Parisiens était contraire à une plus longue lutte ; quelques-uns même ajoutèrent que la France était lasse du joug de Napoléon.

Ces paroles venaient à peine d'être prononcées, qu'un aide-de-camp de l'Empereur se présenta, annonça la prochaine arrivée de l'armée, et témoigna son indignation à la seule idée de capituler ; mais il avait affaire à la peur qui ne raisonne pas, à la finance qui n'a pas d'entrailles ; au commerce qui n'a pas de vergogne. On était résolu d'en finir.

Marmont fut supplié de prendre sur lui la responsabilité de la capitulation de Paris ; après une longue résistance, il céda.

En même temps, étaient réunis chez Talleyrand le duc de Dalberg, le sénateur Jaucourt, les abbés Louis, de Pradt de Montesquiou. Là on regardait la fortune de Napoléon comme entièrement

perdue ; on discutait la forme du gouvernement, on décidait le rappel des Bourbons.

La capitulation de Paris fut signée à deux heures du matin. Elle portait que les corps des maréchaux de Trévisé et de Raguse évacueraient la ville à sept heures, emmenant le matériel de leur armée. C'était une capitulation honorable après une défense glorieuse. Longtemps elle a été un texte d'accusation contre le duc de Raguse. Ce n'est pas là cependant ce qu'on lui peut reprocher. D'autres faits pèsent bien plus gravement sur sa mémoire.

Lorsque Napoléon eut appris du général Belliard tout ce qui venait de se passer à Paris, sa première pensée fut de pousser droit sur Paris, de s'y précipiter le 31, au moment où les troupes alliées, faisant leur entrée triomphale, seraient engagées sur la ligne des boulevards. Mais si cette tentative audacieuse échouait, il compromettrait l'existence de la capitale. Il y renonça, ordonna que les corps de Mortier et de Marmont prissent position derrière la rivière d'Essonne, et se retira à Fontainebleau, rendez-vous de ses troupes.

## CHAPITRE LI

### **L'Abdication de l'Empereur.**

Le temps était passé où Napoléon, ce maître du monde, faisait les honneurs du vieux palais de François 1<sup>er</sup> à ceux qu'il avait dotés d'une couronne ! Il n'y rentrait, lui, que pour y déposer la sienne. Cette fois les splendides appartements d'honneur restaient fermés. Les

officiers de sa maison civile et militaire occupent, dans la *cour de Cheval-Blanc*, les modestes logements qu'un leur a préparés à la hâte ; pendant ce temps, les troupes que Napoléon ramène de la Champagne arrivent par la route de Sens, elles ont fait plus de cinquante lieues en moins de deux jours ! Les débris des corps qui ont défendu la capitale continuent de se presser sur la route de Fontainebleau.

Les soldats sont animés d'un enthousiasme qui tient de la frénésie. Les acclamations retentissent dans les bataillons qui ont vaincu à Arcis sur-Aube, à Saint-Dizier, et dans ceux qui ont courageusement combattu à Romainville et à Montmartre. Napoléon délibère s'il ne se retirera pas derrière la Loire. Le lendemain, l'aube du jour le trouve encore occupé d'un plan d'attaque qu'il a mûri la nuit, lorsque les nouvelles de ce qui s'est passé dans la matinée du 31 mars lui donnent à penser que sa position est plus désespérée qu'il ne l'a jugé d'abord ; toutefois il n'en continue pas moins de concentrer ses forces autour de Fontainebleau.

Le duc de Raguse établit son quartier général à Essonne ; le duc de Trévise à Mennecy ; les bagages et le grand parc d'artillerie sont échelonnés autour de la forêt ; Lefebvre, Ney, Macdonald, Berthier et les autres maréchaux rejoignent successivement le quartier-général impérial. Napoléon est encore au milieu d'une armée fidèle et animée du plus saint des fanatismes, l'amour de la patrie !

Il apprend aux maréchaux qui l'entourent les événements de la capitale, mais il leur recommande expressément de les cacher à leurs troupes, dans la crainte que ces nouvelles ne viennent à les décourager. Puis il ordonne que la vieille garde soit rassemblée dans la cour du palais : il veut la passer en revue.

Cette parade a quelque chose de plus solennel encore que d'habitude. Napoléon fixe avec complaisance ses regards sur ces braves qui ont gagné tant de batailles sous ses ordres. En entendant ses vieux grenadiers le saluer de leurs acclamations accoutumées, il ne se croit pas encore abandonné de la Fortune. Il pense qu'une journée comme celle de Marengo, d'Austerlitz ou de Wagram, peut lui rendre sa capitale et anéantir l'orgueil de ses ennemis.

— Tout n'est pas fini, dit-il au maréchal Lefebvre en lui prenant le bras ; Caulincourt s'est trompé. Tout le monde se trompe ici, ajoute-t-il en jetant un regard furtif sur les maréchaux qui l'accompagnent ;

c'est à moi de dire la vérité à ces braves gens, à ceux qui ont encore foi en leur Empereur. Duc de Dantzick, faites former le carré !

Sur un mot de ce maréchal, transmis par ses aides-de-camp, le mouvement s'exécute. Les officiers sortent des rangs et viennent se ranger en cercle autour de l'Empereur. Un long roulement de tambours se fait entendre ; d'un signe de la main Napoléon l'interrompt : le plus profond silence s'établit. Alors, d'une voix claire et sonore, s'adressant à ceux qui l'entourent :

« Officiers, sous-officiers et soldats de ma vieille garde ! dit-il, « l'ennemi vous a dérobé trois marches ; il s'est rendu maître de Paris ; il faut l'en chasser. »

Ici un bourdonnement sourd comme celui d'un tonnerre lointain se fait entendre ; les yeux de Napoléon flamboient ; il reprend avec plus de véhémence :

« D'indignes Français, des émigrés, auxquels nous avons pardonné, ont arboré la cocarde blanche et se sont joints à nos ennemis. « Les lâches ! ils recevront le prix de ce nouvel attentat ! »

— Oui ! oui ! s'écrièrent les officiers en portant la main sur la poignée de leur sabre.

Napoléon reprend avec un éclat de voix extraordinaire :

« Jurons de vaincre ou de mourir et de faire respecter cette cocarde tricolore qui, depuis vingt ans, nous a constamment trouvés « sur le chemin de la gloire et de l'honneur ! Dans peu de jours « nous marcherons sur Paris ! Soldats de ma vieille garde ! votre « Empereur compte sur vous ! »

Si l'on songe au dévouement sans bornes que la garde professait pour Napoléon, on ne sera pas surpris que ces derniers mots prononcés d'un ton élevé, aient produit un mouvement électrique, un enthousiasme qui tenait du délire. Officiers et soldats s'écriaient avec des trépignements frénétiques :

— A Paris ! à Paris !... Vive l'Empereur !.. Mort aux traîtres !

Mais la plupart des chefs ont gardé le silence ; leur fidélité est déjà chancelante. Napoléon ordonne que sa harangue soit mise à l'ordre de l'armée, et rentre au palais suivi du duc de Bassano, le seul ministre qui soit resté auprès de sa personne. A peine s'est-

il retiré dans son cabinet, que vingt combinaisons plus hardies les unes que les autres se meuvent dans sa pensée.

Quinze ans plus tôt, il en eût profité avec cette spontanéité, cette confiance, qui caractérisaient son génie militaire, mais depuis quinze ans les circonstances ont changé; la dignité de souverain a glacé les inspirations de grand capitaine: il compte toujours sur le dévouement de son armée, mais il existe entre elle et lui des intermédiaires dotés de noms illustres.

Ses lieutenants sont tous princes ou ducs: chaque maréchal est une victoire personnifiée, et Napoléon s'est habitué à marcher entouré de ces trophées vivants. Erreur fatale! comme si sa gloire personnelle n'eût pas suffi! Si, mieux inspiré, il n'eût pas perdu de précieux moments en vains projets, et eût fait un appel aux jeunes généraux qui l'entouraient, s'il eût commé le grand Condé aux sièges de Fribourg, jeté un bâton de maréchal par-dessus les murs de Paris, cette capitale serait devenue le tombeau des trois cent mille étrangers.

Les maréchaux n'ignoraient pas que le duc de Vicence était resté à Paris pour renouer avec les puissances alliées, des négociations tant de fois entamées et rompues depuis le commencement de la campagne. Aussi, avec quelle curiosité n'écoutaient-ils pas les rapports des émissaires qui se succédaient sans cesse à Fontainebleau!

Leur anxiété s'accrut encore lorsqu'ils eurent connaissance de la manifestation royaliste qui avait eu lieu dans la capitale. Aux chuchotements discrets succédèrent les réflexions amères, puis d'inconvenantes récriminations faites à haute voix, enfin, on déclara qu'on ne marcherait pas sur Paris. Dès lors, Napoléon n'avait plus de généraux, il ne lui restait que des soldats.

Ce n'était qu'à six heures du matin que le duc de Vicence, à travers mille entraves, avait pu parvenir jusqu'à Bondy, où l'empereur Alexandre avait établi son quartier-général. Ce prince, qui avait conservé du grand-écuyer de Napoléon un souvenir d'estime, l'accueillit avec bienveillance, mais il tenait dans ses mains les clefs de Paris, que MM. Pasquier, préfet de police, et de Chabrol, préfet de la Seine, lui avaient apportées, il était en outre très-occupé de son entrée dans la capitale qui devait avoir lieu dans quelques heures; il se borna donc à lui dire d'un ton de reproche amical:

— Il est bien temps de venir, maintenant qu'il n'y a plus de remède ! je ne puis vous entretenir à présent, j'ai trop à faire. Retournez à Paris, je vous y verrai.

Ces paroles avaient laissé quelque espoir au duc Vicence, qui attendit avec anxiété les événements de la journée.

L'empereur Alexandre et le roi de Prusse firent leur entrée dans la capitale. Les armées combinées défilèrent sur les boulevards, garnis d'une population curieuse de voir cet assemblage d'hommes de tant de nations différentes. A cette curiosité de contempler un spectacle sinouveau se mêlait, dans le peuple, un sentiment de tristesse et de stupeur.

Par un contraste vraiment inconcevable, des femmes, jeunes et parées, agitaient à quelques fenêtres des mouchoirs blancs et saluaient les alliés du titre de *libérateurs* ! Des groupes royalistes qui, dans la matinée, s'étaient promenés à cheval, précédaient et suivaient les souverains étrangers, en cherchant, par des démonstrations bruyantes, à leur donner le change sur l'état de l'opinion. Il n'y avait plus ni administration ni police : le pavé appartenait pour ainsi dire au premier occupant : les agents de la famille déchue s'en emparèrent. A dix heures du soir, le même jour, le czar prit possession des appartements que M. de Talleyrand lui avait fait préparer dans son hôtel rue Saint-Florentin. Au lieu de suivre Marie--Louise sur la Loire, le prince de Bénévent s'était fait arrêter à une barrière et ramener à Paris pour en mieux faire les honneurs aux alliés.

Alexandre, d'un caractère généreux, quoique un peu dissimulé, n'avait qu'une seule préoccupation : celle d'assurer ce qu'il appelait la paix du monde. Il avait déjà recueilli de madame Krudner certaines idées mystiques qui lui avaient fait croire que sa mission providentielle était, ici-bas, de remplir le rôle de pacificateur de l'univers. A peine fut-il installé que, d'accord avec le roi de Prusse qui était venu le joindre dans la soirée, il tint un conseil auquel assistèrent le duc d'Alberg, le comte Nesselrode, M. Pozzo di Borgo, les princes de Schwarzenberg, de Lichtheimstein et de M. de Talleyrand, tous ennemis déclarés de Napoléon.

Trois questions furent alors posées :

1<sup>o</sup> Faire la paix avec Napoléon en demandant toute espèce de garantie contre lui ;

2<sup>o</sup> Établir une régence ;

3<sup>o</sup> Rappeler la maison de Bourbon.

M. de Talleyrand prit la parole. Il signala ce qu'on appelait les inconvénients de maintien du Napoléon : il combattit également la régence, qui ne serait, dit-il, que le règne de Napoléon *déguisé*. Le rétablissement de la maison de Bourbon lui parut la seule résolution qui pût être acceptée généralement.

— Quels moyens emploieriez-vous ? lui avait demandé Alexandre.

— Sire, les autorités constituées.

— Mais quelles autorités ? avait répliqué le czar avec étonnement : toutes ne sont-elles pas dispersées ?

— Pardonnez-moi, Sire : le Sénat est en nombre suffisant ainsi que le Corps Législatif (ce n'était pas vrai). Une fois que le Sénat se sera prononcé, la France suivra sa volonté. Sire, je me fais fort du Sénat.

Le baron Louis, introduit dans le conseil, ayant employé contre Napoléon des expressions plus ardentes que celles dont M. de Pradt, qu'on y avait fait appeler, s'était servi, le czar lui fit cette observation d'un ton sec :

— Cependant, monsieur le baron, l'Empereur n'est pas mort, même *politiquement* !

— *Oh ! Sire*, avait répondu Louis, *c'est un cadavre ; seulement, il ne sent pas encore.*

— Eh bien ! avait répliqué l'empereur Alexandre après un moment de silence, je déclare que je ne traiterai plus avec lui.

— Mais, Sire, Napoléon se trouve seul exclu par cette déclaration, qui n'atteint pas sa famille, objecta M. de Talleyrand.

— Ajoutez : *Ni avec aucun des membres de sa famille*, dit froidement le czar.

Maître du terrain, le prince de Bénévent prit la plume et rédigea un projet de déclaration. Le Sénat, habitué à obéir aveuglément, s'assembla le 1<sup>er</sup> avril sous la présidence de M. de Talleyrand, et accepta un gouvernement provisoire ainsi composé : le prince de Bénévent, président ; le général Bournonville, M. de Jaucourt, le duc d'Alberg et l'abbé Montesquiou. M. Laborie leur fut adjoint comme secrétaire. Le même soir, et sans délibérer, le Corps Législatif avait adopté l'article suivant : « Considérant que Napoléon Bonaparte a violé le pacte constitutionnel, adhère à l'acte du Sénat qui déclare



sa déchéance, ainsi que celle des membres de sa famille.» En moins de trois jours l'Empire avait croulé.

Dix-huit lieues séparaient M. de Caulaincourt de Napoléon, il les franchit en cinq heures, et à trois heures du matin il était à Fontainebleau. Pendant ce temps Napoléon s'était livré tout entier à ses dispositions militaires. Le mouvement des troupes avait commencé. C'est sur la capitale qu'il veut décidément marcher : il espère que le bruit du canon réveillera l'amour-propre national. Il s'est couché bercé par de glorieuses illusions. Depuis quelques heures il repose dans la sécurité du succès. L'aide-de-camp de service l'éveille et lui annonce l'arrivée du duc de Vicence ; ce dernier est introduit sur-le-champ :

— Eh bien ! Caulaincourt, avez-vous vu l'empereur de Russie?...  
Quelle nouvelle ?

— Sire, tout n'est pas perdu.

— Ah ! ah ! s'écrie Napoléon, je savais bien qu'ils y regarderaient à deux fois.

— Sire, poursuit le duc, j'ai obtenu de l'empereur Alexandre des paroles satisfaisantes : il y a en ce moment dans le conseil des souverains alliés un retour favorable aux intérêts de Votre Majesté. Le parti des Bourbons a perdu tout le terrain qu'il avait conquis ; mais Sire... un sacrifice, un grand sacrifice est demandé à Votre Majesté.....

— Un grand sacrifice, dites-vous ? répète Napoléon en se dressant avec vivacité sur son lit ; et... quel est ce sacrifice ?

— Sire... l'abdication de Votre Majesté, répondit le duc d'un ton très-ému.

— Mon abdication ! s'écrie l'Empereur avec une singulière inflexion de voix. Allons donc, Caulaincourt, vous vous trompez ! C'est impossible ! Vous avez mal compris !

— Pardonnez-moi, Sire ; les souverains alliés l'exigent, et... je viens de leur part, la demander à Votre Majesté.

— C'est impossible, vous dis-je ! s'écrie de nouveau Napoléon.

Et ses regards restent fixes, les traits de son visage se contractent, ses lèvres pâlisent, ses mains sont agitées par une crise nerveuse ; il ne peut plus parler, l'indignation le suffoque. Caulaincourt, debout et au chevet de son lit, répète, les yeux baissés et d'un ton presque suppliant :

— Votre abdication, Sire, elle est nécessaire.

Tout à coup, rompant le silence qui a régné un moment, Napoléon reprend d'une voix éclatante :

— Ils me demandent mon abdication... à moi !... ignorent-ils donc que je suis ici à la tête de cinquante mille hommes, et que c'est plus qu'il ne me faut pour les exterminer ?... Ce n'est qu'un contre cinq ! Les ai-je jamais battus autrement ?... Toutes les chances sont encore pour moi !... Mais, dites-moi, Caulaincourt, ajouta-t-il d'un ton plus calme et avec un sourire plein de mépris, il faut que ces gens-là ignorent que j'ai là les braves de ma garde. Le repos a doublé leur courage, la vengeance le triplera. Nous avons des munitions !... Caulaincourt, croyez-le bien, on n'arrache pas ainsi la couronne du front d'un souverain, quand cette couronne est étayée par cinquante mille baïonnettes françaises !... Ils sont fous ! vous dis-je. Ne me parlez plus d'abdication ! Demain, je marcherai sur Paris. Duc de Vicence, vous devez avoir besoin de repos ; demain vous saurez ce qu'il faudra faire. Les fous ! répéta-t-il encore ; est-ce que je suis un roi de souche, moi ?

Cependant, le 4, Napoléon a fait prévenir les maréchaux que le quartier-général impérial va être transféré entre Ponthierry et Essonne. La veille, il a manifesté aux généraux qui commandent les divisions du corps d'armée de Macdonald le dessein de marcher sur

Paris ; mais ceux-ci, effrayés des conséquences qui peuvent résulter de cette disposition, se sont rendus le soir auprès du maréchal, pour le supplier de venir avec eux le lendemain trouver l'Empereur et tâcher de le faire renoncer à ce projet.

A l'heure ordinaire de la parade, Napoléon descendit dans la cour du *Cheval-Blanc*. Après le *défilé*, qui eut lieu comme de coutume, les principaux officiers de l'armée le reconduisirent dans son appartement ; les princes de Neufchâtel et de la Moskowa, les ducs de Dantzick, de Reggio, de Tarente, de Bassano, de Vicence, le comte Bertrand et plusieurs autres entourèrent l'Empereur ; quelques-uns lui firent de respectueuses observations sur le projet qu'il avait de marcher sur la capitale.

Napoléon les écouta en silence. Un coup d'œil avait suffi pour juger de leurs dispositions. C'en est assez pour lui : il abdiquera, mais en faveur de son fils et de l'Impératrice régente.

— Messieurs dit-il en passant subitement de la plus violente exaspération au calme le plus stoïque, attendez !

Il entra précipitamment dans son cabinet, se jette devant son bureau et écrit l'acte suivant :

« Les puissances alliées ayant proclamé que l'empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'empereur Napoléon, fidèle à son serment, déclare qu'il est prêt à descendre du trône, à quitter la France, et même la vie, pour le bien de la patrie, inséparables des droits de son fils, de ceux de la régence de l'Impératrice, et du maintien des lois de l'Empire.

« Fait en notre palais de Fontainebleau, le 4 avril 1814. »

Après dix minutes, il revient tranquillement dans la galerie, et présente lui-même aux maréchaux son acte d'abdication en leur disant avec indifférence :

— Voilà, Messieurs : j'espère que vous serez contents.

Et d'un geste plein de dignité il les congédie.

Les maréchaux Ney, Macdonald, et le grand-écuyer sont chargés par Napoléon d'aller porter cet acte à Alexandre. Chemin faisant, ils doivent prendre et s'adjoindre Marmont, dont le quartier-général était toujours resté à Essonne.

Le colonel Gourgaud était allé, dans la matinée, porter des ordres au duc de Raguse ; il revint en toute hâte à Essonne, et an-

nonça que le maréchal avait quitté son poste, qu'il avait traité avec l'ennemi, que ses troupes, mises en mouvement par des ordres inconnus, traversaient en ce moment les cantonnements des Russes, et que Fontainebleau restait à découvert.

Cette nouvelle causa à Napoléon une sorte d'éblouissement ; il n'y voulait pas croire, ses idées se heurtaient, et il ne cessait de répéter ces mots d'un accent concentré :

— Marmont n'a jamais manqué à l'honneur !... Marmont ne saurait se déshonorer ainsi !... Marmont est mon frère d'armes !...

Mais bientôt il ne lui fut plus possible de douter de la défection du maréchal, alors son regard devint fixe, il s'assit, et resta plongé dans de sombres pensées :

— Lui ! mon enfant ! mon élève ! répéta-t-il encore en appliquant ses deux poings fermés sur son front brûlant. Un trait pareil de la part de celui avec qui j'ai partagé mon pain !... L'ingrat !... Il sera plus malheureux que moi !

Depuis quelques jours, trop de cruels sentiments avaient déchiré le cœur de Napoléon pour qu'il ne sentit pas le besoin de les épancher. C'est à l'armée, c'est à sa garde qu'il veut confier de telles douleurs. Il prend la plume, et, en proie à une agitation fébrile, il écrit :

« Orde du jour. Fontainebleau, le 5 avril 1814.

« L'Empereur remercie l'armée pour l'attachement qu'elle lui a témoigné, et principalement parce qu'elle reconnaît que la France est en lui, et non pas dans le peuple de la capitale. Le soldat suit la fortune et l'infortune de son général : C'est son honneur sa religion. Le duc de Raguse n'a point inspiré ce sentiment à ses compagnons d'armes : il a passé aux alliés ! L'Empereur ne peut approuver la condition sous laquelle il a fait cette démarche ; il ne peut accepter la vie et la liberté de la main d'un sujet.

« Le bonheur de la France paraissait être dans la destinée de l'Empereur. Aujourd'hui que la fortune s'est décidée contre lui, la volonté de la nation seule pouvait le dissuader de rester plus longtemps sur le trône. S'il doit se considérer comme le seul obstacle, il fait volontiers ce dernier sacrifice à la France. Il a, en conséquence, envoyé le prince de la Moskowa et les ducs de Tarente et de Vincence à Paris, pour entamer les négociations à ce sujet. L'armée peut être

certaine que le bonheur de l'Empereur ne sera jamais en contradiction avec le bonheur de la patrie ! »

Puis il dépêche un officier d'ordonnance au général Belliard, afin qu'il couvre sur-le-champ Fontainebleau par quelques escadrons ; mais déjà le maréchal Mortier a fait renforcer toute la ligne.

Pendant ce temps Paris est plongé dans la plus vive inquiétude. A chaque instant les bruits les plus alarmants sur les dispositions de Napoléon circulent : on dit qu'avant vingt-quatre heures un grand mouvement s'opérera, que toute la garde impériale, les corps de Macdonald, d'Oudinot, de Marmont, de Motier, réunis, doivent faire une trouée dans la capitale pour punir les traîtres et récompenser les braves qui auront délivré la patrie.

Des fenêtres de l'hôtel Talleyrand on peut voir, par les dispositions militaires des alliés, que ces craintes ne sont pas sans fondement. Les troupes étrangères ont été massées dans les Champs-Élysées et sur les quais ; des canons sont braqués sur tous les ponts ; on craint à chaque instant une catastrophe. Qu'on juge de la stupeur de ceux qui ont pris part à la déchéance de Napoléon !

Que de repentirs secrets ! Les royalistes n'élèvent plus aussi haut leurs cris et leurs prétentions ; ils ne s'énorgueillissent plus d'avoir proclamé leurs princes légitimes. On s'entasse dans les salons de M. de Talleyrand pour avoir des nouvelles ; c'est sur ces entrefaites que les plénipotentiaires de Napoléon sont introduits chez l'empereur de Russie, qui les reçoit avec une bienveillance marquée.

Ceux-ci reproduisent avec force les arguments que le duc de Vicence a déjà fait valoir. Alexandre, loin de repousser leurs prétentions écoute avec intérêt la lecture des articles que Caulaincourt a rédigés d'avance ; puis, prenant à son tour la parole, il commence par faire un éloge pompeux de l'armée française et de ses chefs.

— Quant à Napoléon, continue-t-il, j'ai été son admirateur et son ami ; mais c'est lui qui le premier, m'a déclaré la guerre. Vous savez les pertes cruelles que j'ai essayées. L'incendie de ma capitale !... je ne le reproche pas à l'armée française, elle y a été étrangère ; cependant l'agression de Napoléon n'en a pas moins été la cause. Je n'en tirerai pas vengeance, je respecterai Paris. Le sort des armes m'a été favorable ; je n'en veux profiter que pour assurer le repos de l'Europe. Napoléon est malheureux, il n'est plus mon ennemi ; je

lui rends mon amitié. Les Bourbons me sont indifférents, je ne les connais pas ; l'opinion s'est manifestée pour eux, le Sénat, les autorités, le peuple enfin. Cette fois Messieurs, vous venez trop tard.

— Sire, répond Macdonald, nous n'avons pu venir plus tôt, retenus que nous étions par les opérations de la guerre.

— J'en suis persuadé, réplique Alexandre.

— Sire, l'empereur Napoléon ne nous a point autorisés à traiter du sort qu'on lui réserve, continue le maréchal.

— Cela ne m'étonne pas, répond Alexandre avec une triste admiration : mais, en définitive, la régence ne serait jamais que Napoléon derrière un échafaudage de gouvernement qu'il ferait tomber à son gré. Vous connaissez comme moi sa dévorante activité, son ambition. Il viendra un beau jour se mettre à la place de cette régence qu'il invoque, une guerre générale recommencera, et l'Europe sera encore troublée. Comment faire ?

— Sire, dit M. de Caulaincourt en terminant, la régence n'a pas eu de défenseurs ; Votre Majesté l'a jugée et condamnée par défaut : c'est à votre justice, Sire, à votre magnanimité que l'armée française appelle de ce jugement.

Ce dernier argument paraît faire une vive impression sur le czar. La crainte d'une guerre civile, d'une guerre d'extermination, qui pour lui est la chose qu'il redoute le plus, le fait réfléchir. La conversation reprend un cours favorable, lorsqu'un aide-de-camp du czar entre précipitamment et lui remet un message en prononçant quelques mots en russe, Alexandre s'est empressé d'ouvrir la dépêche.... C'est l'annonce de la défection de Marmont. L'expression du visage du czar a changé tout à coup ; il s'est opéré comme un revirement dans ses manières et dans son langage.

— Mais, Messieurs, dit-il aux maréchaux, avec un accent de reproche, vous faites sonner bien haut la volonté de l'armée, et cependant vous ne pouvez ignorer que les troupes du duc de Raguse ont passé de notre côté. D'autres corps sont dans les mêmes dispositions, je le sais : on est las de la guerre.

— Sire, réplique Caulaincourt, atterré par la nouvelle, pouvait-on prévoir qu'un *malentendu* ferait partir d'Essonne les troupes de M. le maréchal de Raguse ?

Entraîné par l'éloquence chaleureuse avec laquelle Macdonald et

Caulaincourt ont plaidé la cause de la régence, Alexandre ne trouve d'autre moyen pour s'en tirer qu'un faux-fuyant.

— Messieurs, dit-il après un silence, je ne suis pas seul dans cette grave affaire : il me faut prendre l'avis de Sa Majesté le roi de Prusse. J'ai promis à mes alliés de ne rien faire sans les consulter. Bientôt vous connaîtrez ma dernière résolution.

Et il les congédia avec beaucoup d'affabilité. L'entrevue avait duré plus de trois heures.

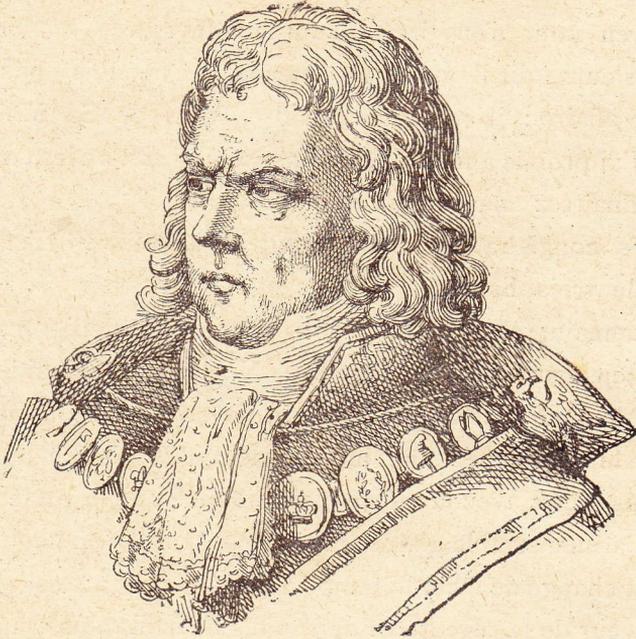
Le lendemain, à onze heures du matin, les plénipotentiaires achevaient de déjeuner chez le maréchal Ney, lorsqu'un aide-de-camp de l'empereur Alexandre les venait prévenir que son maître les attend. Ils arrivent chez le czar avec une inquiétude qu'ils cherchent à surmonter. Alexandre les reçoit avec la même bienveillance que le veille ; mais, maintenant que l'armée semble abandonner le cause de Napoléon, la question a totalement changé de face, le temps des ménagements est passé : l'abdication en faveur de la régente et de son fils ne suffit plus à un ennemi rasuré. Le czar déclare aux plénipotentiaires qu'il faut que Napoléon et sa dynastie renoncent absolument au trône.

— Il n'a jamais voulu la paix ajoute-t-il : chacun sait qu'il ne peut y avoir de repos à espérer avec lui. L'armée ne saurait s'obstiner à garder un chef qui ne sait pas sacrifier sa passion favorite au bien de la patrie. Mes alliés et moi ne voulons, aujourd'hui, que ce que le vœu national a déjà proclamé. Je vous déclare donc que nous ne recevrons de Napoléon qu'une abdication absolue. Mais n'importe, ajouta le czar, assurez-le qu'il sera traité d'une manière digne du rang qu'il a occupé ; dites-lui que, s'il veut venir habiter mes états, il y sera bien reçu ; sinon, il aura l'île d'Elbe ou *autre chose*.

Les plénipotentiaires se résignèrent à porter à Fontainebleau la nouvelle décision des puissances alliées.

Après avoir veillé une grande partie de la nuit dans son cabinet, Napoléon prit le matin un peu de repos, il n'était pas sorti du palais et était resté constamment assis dans l'embrasure d'une croisée qui avait vue sur la pièce d'eau. Son teint était plombé, sa toilette se faisait remarquer par un désordre qui n'était pas dans ses habitudes. Il tenait machinalement dans ses mains un volume simplement relié, le *Precis des guerres de César*, lorsqu'un officier entr'ouvrit doucement la porte :

— Qu'est-ce, demande Napoléon.



Talleyrand

— Sire, c'est monseigneur le duc de Vicence avec LL. EE. les maréchaux le prince de la Moskowa et le duc de Tarente.

Il se leva et alla au-devant d'eux. Le duc de Vicence parle le premier. Il raconte comment la défection de Marmont a dû changer toutes les combinaisons diplomatiques ; comment Fontainebleau a cessé d'être une position militaire ; enfin, ce n'est plus de Napoléon qu'on ne veut pas, c'est de sa dynastie tout entière. A cette nouvelle, l'Empereur se dresse fièrement :

— C'est aussi par trop d'humiliations ! s'écrie-t-il. Ils veulent me pousser à bout ! Eh bien donc ! plus de lâches négociations, que le destin s'accomplisse !

Napoléon continue de parler haut, en maître absolu, en père, en soldat, en empereur. Le géant, trop longtemps garotté par les entraves dont on l'a embarrassé, reprend toute sa hauteur, toute son énergie. Il se promène à grands pas, et continue, de cette voix qui a si souvent rappelé la fortune des batailles :

— Oui ! nous nous battons, et, certes, nous triompherons encore, malgré la trahison ! Soult me ramène cinquante mille soldats ; Suchet va le rejoindre avec ses quinze mille hommes de l'armée de Catalogne ;

# NAPOLEON



L. OPDEBEEK — EDITEUR — ANVERS

PAUL BELETTE

# NAPOLÉON

SA VIE, SES GUERRES

---

**5° EDITION**

---



L. OPDEBEEK

— ÉDITEUR —

ANVERS